

L'Aide au développement : les perspectives des immigrants sénégalais

Development aid: the perspectives of Senegalese immigrants

Barnett, Allyson

Academic Director: Jaffé, Isabelle

Project Advisor: Nkongue, Eugene

University of Pittsburgh

Economics, Mathematics

Europe, France, Toulouse

Submitted in partial fulfillment of the requirements for France: Language, Community, and Social Change, SIT Study Abroad, Spring 2009

Les perspectives des immigrants sénégalais, par rapport à la question de l'aide au développement, ont été étudiées à Toulouse, France. Neuf entretiens semi-directifs sur les thèmes d'aide bilatérale (France-Sénégal), l'aide multilatérale, et les expériences personnelles des participants composaient la substance de l'enquête. Les entretiens ont montré la complexité du sujet, et la compétence de chaque participant à donner une évaluation critique de la situation. L'enquêtrice a fait un lien avec cette évaluation et l'éducation formel et informel de participants.

The perspectives of Senegalese immigrants regarding the question of development aid were studied in Toulouse, France. Nine semi-directed interviews were conducted on the themes of bilateral aid (France-Senegal), multilateral aid, and the personal experience of the participants. The interviews revealed the complexity of the subject, and the ability of each participant to give a critical assessment of the situation. The researcher was able to connect that assessment to the participants' educations, both formal and informal.

L'Introduction

La question de l'aide au développement devient de plus en plus urgente dans le monde d'aujourd'hui. Bien que quelques gens prospèrent de la modernisation, les autres tombent plus en plus à la traîne. Malheureusement, cet écart est plus souvent une fonction d'où on est né, et les opportunités qui sont là. Mais qu'est-ce qu'on devrait faire afin d'atténuer l'écart entre les riches et les pauvres du monde ? Où sont les obligations ? Les questions deviennent encore plus compliquées quand on pense à l'histoire de colonisation et de l'exploitation. C'est sûrement un sujet avec beaucoup de place pour les opinions et les désaccords.

Mes études d'économie et mes expériences interculturelles m'ont causée à me demander les questions au dessous. Pour cette raison j'ai voulu faire ma recherche sur quelque chose qui me permettrait de comprendre une nouvelle perspective sur le sujet. J'ai pensé aux immigrées ici à Toulouse, qui viennent des anciennes colonies de la France. Qui d'autre aurait une perspective plus unique et pertinente ? Ils ont vu de première main les conditions différentes entre les deux niveaux du développement économique, et aussi les effets directs de la situation actuelle de l'aide au développement. J'ai choisi de me concentrer sur seulement les immigrés sénégalais afin de préciser l'enquête et aussi parce que je vais étudier au Sénégal l'automne prochain.

Au départ le but de mon projet est de trouver les perspectives des immigrés sénégalais sur la question de l'aide au développement. J'ai partagé l'enquête entre trois thèmes, auxquelles j'ai pensé seraient pertinents par rapport à l'information

que j'ai trouvé pendant la pré-enquête. La première partie s'oriente sur la situation d'aide économique seulement entre la France et le Sénégal, et le deuxième ouvre à l'aide globale. Finalement, je vais chercher les opinions spécifiques sur les formes d'aides qui réussissent, et celles qui échouent. Pourtant, ses opinions sont le résultat de beaucoup de facteurs, et tous les senegalais n'ont pas les mêmes idées. Alors, il faut trouver les autres variables qui influencent leurs perspectives. Au début, j'ai décidé de concentrer sur le niveau d'éducation et comment ça influence les opinions de la personne sur l'aide au développement. J'ai choisi cette variable parce que c'est mesurable facilement, et parce que l'éducation et la connaissance technique d'un sujet auraient surement un effet sur ses convictions. J'ai fait l'hypothèse que les immigrées avec un niveau d'instruction plus élevé seront plus critiques des actions de l'aide au développement. Pourtant, cette hypothèse était seulement une façon de me concentrer sur le sujet, et la nature de l'enquête m'a permise de découvrir les choses mêmes plus profondes. Les expériences pratiques de parler avec les immigrés m'ont donné une nouvelle base d'analyse et une perspective plus clair sur le sujet, même si ce que j'ai trouvé n'était pas exactement ce que j'ai attendu.

La Contexte

Afin de faire une analyse complète du projet, il faut savoir un peu de la situation actuelle et aussi l'histoire du Sénégal, ses relations avec la France, et ses relations avec le monde. Le Sénégal a une histoire précoloniale très riche qui était préservée partialement grâce à la tradition orale forte. C'était caractérisée par les

royaumes différents qui se sont battus pour les grands riches du terre et qui ont gardé leur pouvoir pendant un ou deux siècles. Trois des royaumes plus considérables étaient les Jolof, les Fulani, et les Diola. Pendant le dix-huitième siècle, les Diola, impliqués dans le commerce des esclavages, ont répandu l'islam le long de leurs routes. Les méfaits de la traite humaine affectaient tous les sociétés Africain, et les empires sont devenus affaiblis et éclatés. Vers 1850, la France a reconnu ses besoins des matériaux primaires (parmi les autres raisons de colonisation) et elle a commencé une stratégie d'occupation et d'expansion à partir de ses anciens comptoirs. Bien qu'il y ait une résistance formidable par les peuples dans ce qu'est maintenant le Sénégal, la conquête du paysage a terminé en 1891. Pendant sa présence au Sénégal jusqu'à 1960, la France utilisait beaucoup de ressources du Sénégal, naturels et humains. Les sénégalais ont aidé la France pendant les deux guerres mondiales, et la France ont profité aussi de la diffusion de l'arachide comme culture commerciale (parmi les autres ressources). Sénégal a obtenu son indépendance en 1960. Après l'indépendance, il y avait trois présidents au Sénégal : Léopold Senghor (1960-80), Abdou Diouf (1980-2000), et Abdoulaye Wade (2000-présent) (Gouvernement du Sénégal).

Depuis la fin de la colonisation, la France gardait toujours une relation économique particulière avec le Sénégal. Principalement, le Sénégal est une partie de la Zone franc. Comme un membre de la Banque Central des Etats d'Afrique de l'Ouest, le Sénégal a une convertibilité illimitée du Trésor français, fixité des parités, libre transférabilité, et centralisation des réserves du change. Les

francs CFA étaient ancrés au franc français jusqu'à 1999, quand l'euro est devenu l'ancre monétaire. En contrepartie des garanties, la BCEAO doit mettre une partie de leurs réserves du change auprès le Trésor français (Banque de France). Par ailleurs, la France est la première partenaire commercial du Sénégal ; elle fournit 25% de ses importations et reçoit 13% de ses exportations. Sénégal achète essentiellement des biens de consommation et d'équipement, mais aussi produits agricoles comme du lait et du blé. Les achats de la France sont dominés par l'agroalimentaire, notamment les fruits de la mer. L'investissement de la France au Sénégal soutien aussi une partie considérables de l'économie sénégalais. Plus que 250 entreprises à participation où d'origines françaises produites ver 25% du PIB du Sénégal. C'est évident que les économies de la France et du Sénégal sont lié fermement, et ils se dépendent beaucoup (France Diplomatie).

La France est le premier donateur bilatéral d'aide publique au développement (APD) au Sénégal ; ver 130 M€ d'APD sont concentrés dans les secteurs de production, d'éducation, et d'infrastructure. Elle finance les institutions comme dix établissements scolaires français et l'Hôpital Principal de Dakar, mais aide aussi avec les reformes administratifs des politiques (la modernisation de la police et la gouvernance financier), et les projets spécifiques afin d'améliorer la compétitivité des entreprises sénégalaises. La militaire sénégalaise est aussi partialement financée et assistée par l'armée française dans la cadre de l'accorde défense 1974 (France Diplomatie). L'Agence Française du Développement (l'acteur du gouvernement français) intervenait au Sénégal depuis

l'indépendance, et offrait une gamme des produits financiers de développement. Bien que quelques projets soient subventionnés directement, l'aide vient aussi dans les formes moins pures comme des subventions en échange d'ajustement structurel, et des emprunts qui sont disponibles aux entreprises publics et privés. Des conditions des emprunts sont moins ou plus concessionnelles en fonction de la rentabilité perçue du projet. L'AFD donne aussi les prêts sur un niveau macroéconomique, comme l'approbation du prêt de 125 M€ au gouvernement sénégalaise en décembre 2008. L'aide bilatérale et multilatérale représente une part significatif des revenus nationales du Sénégal, ver 9% PIB (AFD).

La France contribue aussi au développement du Sénégal par ses contributions aux agences multilatérales comme le Banque Mondial et le Fond Monétaire International. Les agences travaillent ensemble pour le développement du niveau macroéconomique et microéconomique. En 2008, le Banque Mondial a approuvé plus que 120 projets au Sénégal, qui s'élèvent à trois milliards USD. Les projets sont dans les domaines d'agriculture, développement rurale, environnement, sante, énergie/eau, transportation, infrastructure, et développement des secteurs publics et privés (World Bank). Le Sénégal participe aussi dans le programme du FMI, l'initiative pays pauvres très endette (PPTE). Le PPTE a été crée comme une réponse aux critiques d'un système ou un pays doit dépenser tous s'argent afin de payer seulement l'intérêt de ses prêts. Dans cette cadre, un pays qui a la dette classifiée comme non viable peut avoir une portion de la dette effacée s'il fait les changements politiques qui sont demandés par le FMI. D'habitude, les

changements sont dans le cadre de réformes structurels qui privatisent les entreprises publiques. La dette extérieure du Sénégal a été ramenée de 69.5% à 41.4% du PIB entre 2000 et 2004 grâce à ce programme (France Diplomatie).

La situation actuelle de l'économie du Sénégal est bonne dans comparaison aux voisins. Sa croissance de 4.8% PIB était le plus haut de l'UEMOA en 2007. Cependant, 50% des gens vit en dessous du seuil de pauvreté, et ses indicateurs de développement humain sont très bas (156/177 dans le monde). Bien que le secteur primaire soit seulement 14.6 % du PIB, il occupe presque 50% de la population, et est très sensible à conditions naturelles et aux prix mondiaux instables. Le secteur secondaire représente 21.5% du PIB et se consiste surtout du traitement des phosphates, la production de ciment, et les investissements immobiliers. Finalement, le secteur tertiaire est d'habitude informel, et représente 63.9% du PIB. Le tourisme est une partie importante du secteur service, mais il est touché par la concurrence mondiale grandissant. Le Sénégal doit aussi affronter le chômage de 13% et un PNB par habitant de seulement 820 USD (France Diplomatie). Malgré les conditions actuelles et la crise économique mondial, les réformes au Sénégal ont amélioré l'environnement des affaires, et on espère que la croissance forte va continuer.

La migration, clandestine et légale, est une facette aussi importante au développement du Sénégal. Le Sénégal est une source d'immigration clandestine à l'Europe et chaque année des milliers meurent dans la mer pendant ils étaient en train de s'enfuir. En 2006, le Sénégal a signé un accord avec la France concernant

la gestion des flux migratoires. Cependant, il existe aussi l'immigration importante des sénégalais légalement partout dans le monde. Seulement en France, il y a plus que 52,000 immigrés Sénégalais. Souvent les gens qui partent sont bien instruits, et cherchent les conditions d'emploi plus favorable. Cette « fuite de cerveaux » pose un vrai problème, parce que les gens bien instruits ne restent pas au Sénégal pour développer le pays. Cependant, ils envoient souvent l'argent aux leurs familles et ça contribue presque un milliard euro aux investissements immobiliers au Sénégal. La communauté sénégalaise à Toulouse, le site du projet, est considérable et assez active. Il y a deux associations principaux avec qui j'étais toujours en contact : l'Association des Stagiaires et Etudiants Sénégalais à Toulouse (ASEST), et L'Association des Travailleurs Sénégalais. Les deux m'ont permis à rencontrer beaucoup d'immigrés sénégalais de situations différentes et à remarquer la diversité dans la communauté.

Methodologie

Afin de découvrir les opinions des immigrés sénégalais sur le sujet d'aide au développement, j'ai parlé avec neuf hommes sénégalais qui habitent dans la ville de Toulouse. Ils avaient des âges, métiers, niveaux d'instruction et années d'immigration différents. Par rapport à mon hypothèse et mon variable de départ, le niveau d'instruction, j'ai divisé le groupe entre trois classifications différentes afin de faciliter mon analyse. Le premier et plus grand est de cinq immigrés qui ont fini une éducation universitaire et qui participent dans le monde professionnel (Groupe A). La deuxième catégorie inclus deux étudiants qui sont en train de faire leurs

études (Groupe B). Finalement, j'ai parlé avec deux hommes qui n'ont pas une expérience universitaire mais qui ont beaucoup d'expérience de travail (Groupe C). Malheureusement, la nature des organisations qui m'a mise en contact avec les immigrés (ASEST, ATS), allié au temps limité du projet ne m'ont pas permis à rencontrer beaucoup des gens qui n'ont pas une instruction formelle. Malgré ça, la qualité et la profondeur des entretiens actuels m'ont donné l'information nécessaire pour faire une analyse. Voyez au-dessous pour l'information de chaque participant.

Nom, Prénom	Age	Diplôme	Métier	An d'immigration
SOW Samba- A	32	Informatique (BAC +5)	Web développeur	2000
MBENGUE Oumar- A	57	DUT (BAC +3)	Technicien	1975
SARR Dominique- A	58	3 ^{em} cycle de gestion (BAC +8)	Gérant de Société	1972
THIAM Moustapha- A	45	Maitrise droit (BAC +4)	Juriste	1986
DIALLO Mussa- A	47	DEA (BAC +5)	Animateur	1986
DIOP Ousmane- B	29	M. socio du travail (BAC +4)*	Etudiant	2002
SAGNA Pierre Boubou- B	26	Master II philo (BAC +5)*	Etudiant	2002
HANNE Malick- C	63	-	Dispense d'impôts	1972
YADE Abdoulayo- C	50	BAC	Dessinateur	1978

*Etudiant

Pour faciliter la discussion, j'ai préparé un questionnaire de neuf questions ouvertes avec trois thèmes dans la cadre d'aide au développement. J'ai parlé avec chaque homme pendant entre 30 minutes et une heure et je les ai encouragé à parler librement sur le sujet et expliquer leurs réponses. Le questionnaire est au-dessous :

Thème I : L'aide bilatérale, France-Sénégal

1. Est-ce que vous croyez que la France a une obligation particulière au Sénégal à cause de ses anciennes relations coloniales ?
2. A votre avis, est-ce que la quantité d'aide financière suffit ?
3. Est-ce que vous croyez que l'aide financière du développement (des prêts, annulation de la dette) augmente la dépendance du Sénégal sur la France ?

Thème II : L'aide multilatérale, Monde-Sénégal

4. Est-ce que vous croyez que le monde développé a l'obligation d'aider le Sénégal ou les autres pays moins développés ?
5. A votre avis, est-ce que cette aide devrait être sans conditions ?
6. Est-ce que vous croyez que l'aide financière du développement (des emprunts, annulation de la dette) augmente la dépendance du Sénégal sur le monde développé ? Est-ce que c'est une solution permanente ?

Thème III : Elargissement/expériences personnelles

7. Est-ce que vous connaissez des formes d'aides différents ?
8. Pour vous, quelles sont les formes d'aide qui réussissent et celles qui échouent ?
9. Comment est-ce que vos expériences personnelles au Sénégal et en France influencent vos opinions sur le sujet ?

Cette méthodologie m'a permise de voir les opinions différentes des participants, et aussi de connaître mieux la complexité du sujet.

Résultats

En gros, tous les participants étaient également critiques des actions de l'aide au développement. Cependant, les critiques sont venues d'approches différents, et ont été dirigés plus ou moins aux acteurs différents. Les réponses à chaque question sont sorties les idées concrètes et variées par rapport aux trois thèmes de l'enquête. Les discussions de l'aide bilatérale, l'aide multilatérale et l'élargissement/réflexions personnelles n'étaient pas révélateurs seulement du sujet, mais aussi de la complexité des choses qui influencent ses opinions et idées.

L'aide bilatérale

Le thème des trois questions premières était l'aide au développement et la relation bilatérale entre la France et le Sénégal. La première question était sur

l'idée de l'obligation de la France au Sénégal à cause de ses anciennes relations coloniales. Pour cette question, cinq participants ont donné une réponse « non-critique » ; ça veut dire qu'ils l'ont trouvé juste que la France aide le Sénégal. Dans cette cadre, il y avait deux raisons ou thèmes derrière des réponses. Le premier, qui a été donné par M. Sarr et M. Thiam de groupe A, et aussi M. Sagne de groupe B, était lié à l'idée d'une obligation morale. Il faut que la France aide le Sénégal maintenant, parce que, pendant la colonisation, elle a exploité les ressources naturelles et humaines du pays. Les répondeurs ont fait mention de la participation des Sénégalais dans la libération de la France pendant les guerres mondiales. Les deux autres hommes avec une réponse « non-critique » ont donné un raison qui était lié aux intérêts de la France. M. Mussa (A) et M. Yade (C) ont remarqué que la France se dépend aussi sur le Sénégal, et est obligé de l'aider à cause de ses propres intérêts économiques et stratégiques. Quatre hommes ont donné une réponse critique, ça veut dire qu'ils ne l'ont pas trouvé normal que la France donne attention spécifique au Sénégal à cause de l'histoire. En gros, ils ont tous dit que la colonisation est la passé, et si le Sénégal est vraiment indépendant, il n'y a pas toujours une obligation. Cependant, deux hommes, M. Sow (A) et M. Diop (B), ont exprimé que la France doit donner la vraie reconnaissance au Sénégal, et le laisser à s'aider. Finalement, M. Hanne (C) était le seule homme qui a donné une réponse qui a critiqué aussi le gouvernement sénégalais.

Non, il n'y a rien obligatoire. La colonisation est finie. C'était la Sénégal qui a demandé s'indépendance, et si on demande l'indépendance, on doit être prêt à tout faire. Le gouvernement [sénégalais] a joué son rôle et la population sénégalaise a fui le pays.

Pour le concept d'obligation, c'est évident qu'il n'y avait pas seulement les réponses différentes, mais aussi les processus de raisonnement différents même à l'intérieur des niveaux d'instruction.

La deuxième question, sur la suffisance d'aide bilatérale financière, a produit aussi les réponses variées. Cependant, ils étaient tous d'une nature plus ou moins critique. Deux hommes, M. Sarr (A) et M. Diop (B) ont dit simplement que l'aide ne suffit pas en proportion au besoin, mais M. Diop a ajouté que c'est mieux que rien. M. Yade (C), M. Hanne (C), et M. Sagne (B) ont exprimé que l'aide financière ne suffira jamais, indépendamment de quantité, parce que c'est le moyen de gagner l'argent dont le Sénégal a besoin, pas l'argent tout seule. M. Mussa, M. Sow, M. Thiam, et M. Mbengue, tous de groupe A, étaient aussi très critiques d'aide financière au développement. En gros, ils ont dit que ce n'est pas suffisant parce que la façon de le donner garantit que « le Sénégal perd plus qu'il gagne » (Mbengue). Ils ont exprimé que le Sénégal n'a pas le pouvoir de défendre ses propres intérêts et qu'avec les conditions de l'aide, la France profite plus que le Sénégal.

Ce n'est pas de l'aide ; c'est une autre forme d'exploitation. Ils donnent avec le droit et prennent avec le gauche. Tout l'aide va aux entreprises [françaises] ou dans les poches d'un élu (Thiam).

Les conditions d'aides citées par les répondeurs étaient les taux d'intérêt élevé d'emprunts, et l'utilisation des entreprises françaises pour la construction des projets. Finalement, M. Sagne (B) et M. Thiam (A) ont invoqué aussi un critique des officiels corrompus du gouvernement sénégalais, qui souvent prennent l'argent

d'aide financière pour eux-mêmes. Les réponses à la question étaient en général critique, mais d'acteurs différents et dans les façons différentes.

La question finale adresse le problème d'aide bilatérale et la dépendance postcoloniale. Presque tous les participants étaient critiques de cet aspect de l'aide au développement. Cinq répondants n'ont exprimé que l'aide financière a enseigné l'économie du pays à reposer sur cet argent, sans se développer. M. Diallo a fait remarquer que le Sénégal doit acheter beaucoup des choses d'étranger qu'il ne peut pas produire, et s'il n'y avait pas l'aide, la situation dévernerais nuisible. A l'autre côte, M. Thiam (A), M. Sow (A) et M. Yade (C) ont blâmé la nature étranglant des emprunts. Les conditions des prêts empêchent la Sénégal de faire ses propres choix, et au même temps, c'est impossible à finir les payer. Les taux d'intérêt sont tels que le pays dois payer deux ou trois fois dont ils ont emprunté. Finalement, deux participants n'étaient pas aussi critiques de cet aspect de l'aide bilatérale. M. Mbengue (A) n'a pas cru que l'aide financière augment la dépendance du Sénégal particulièrement sur la France plus qu'un autre pays. Il a dit qu'il y avait plusieurs des donateurs bilatéraux et multilatéraux, donc il n'y avait pas une dépendance spécifiquement sur la France. Une autre anomalie était la réponse de M. Sagne (B), qui a dit que l'annulation de la dette diminuait la dépendance de Sénégal qui était mis en place par les emprunts. Globalement, les évaluations des actions de l'aide bilatérale (thème 1) étaient tous au moins assez critiques. Cependant, les répondants ont donné les réponses bien-conçus avec les raisonnements variés et les reproches des acteurs différents.

L'aide multilatérale

Pour les trois questions prochaines, le thème avance au sujet d'aide multilatérale. La première question adresse l'obligation du monde développé au monde sous-développé. Seulement un participant a donné une réponse « critique » à cette question. M. Diop (B) a dit que le monde n'avait pas une obligation ; si on est aidé beaucoup on ne travaille pas. Tous les autres ont dit que, le monde avait l'obligation d'aider les pays sous-développés. Trois répondants ont abordé la question d'un niveau des intérêts des pays développés. M. Yade (C) a fait remarquer que beaucoup de conflits sont d'un ordre économique ; il faut éviter la pauvreté pour garder la paix dans le monde. M. Diallo (A) et M. Hanne (C) ont parlé de l'immigration clandestine est le lien avec la pauvreté. En plus, M. Hanne a mentionné le grand potentiel d'investissement en Afrique et l'avantage de la développer. Cinq répondants ont donné une critique plus dirigée à l'action actuelle ou passée de pays développés. M. Thiam (A) et M. Diallo (A), ont parlé exclusivement des exploitations du passé pendant l'esclavage et la colonisation. A l'autre côté, M. Sarr (A) M. Sagne (B) et M. Mbengue (A) ont mentionné les formes d'empêchement du développement qui existe encore aujourd'hui. Il faut que les pays développés compensent pour les façons qu'ils continuent d'arrêter le développement. Par exemple, les subventions d'agriculture et les autres formes de protectionnisme dans les pays développés empêchent les pays comme le Sénégal d'être compétitifs. M. Mbengue a parlé aussi de « la fuite de matériel gris ». Souvent les citoyens bien instruits partent les pays sous-développés, et il n'y a personne qui reste pour

développer le pays. Il faut compenser pour cette perte. Finalement, M. Diallo (A), M. Sow (A), et M. Hanne (C) ont parlé d'une obligation purement morale. Il faut aider pour éviter le drame humain. En plus, il y a les formes d'aide qui ne coûtent pas trop cher, comme le transfert de technologie. Dans ce cadre, l'échange est nécessaire. La plupart de la groupe a trouvé que l'aide multilatérale au développement est une obligation, et son existence logique. Dans ce sens, ils ne sont pas critiques de l'aide au développement. Cependant, on verra dans les réponses prochaines qu'ils sont assez critiques sur les actions spécifiques de l'aide.

La deuxième question de ce thème est reliée à la conditionnalité de l'aide. Comme discuté dans la section du contexte, l'aide vient souvent avec les conditions de politique, utilisation, et remboursement. Tous les participants étaient critiques ou assez critiques de cet aspect de l'aide. M. Sow (A), M. Thiam (A), M. Diop (B), M. Sagne (B), et M. Yade (C) ont tous dit que l'aide devrait être sans conditions. Ils ont pensé qu'il ne serait pas d'aide s'il y avait les conditions. Les autres hommes ont exprimé qu'il devrait être conditions, mais seulement si ils se concernent avec la bonne utilisation de l'aide. Cette réponse avait l'air d'être en réaction au gaspillage d'argent par les officiels corrompus. « Il faut surveiller les gens donc ils utilisent l'argent pour ce qu'ils disent. Mais, les conditions doivent permettre le développement » (Mbengue). C'était évident que les participants étaient critiques de l'existence et la nature des conditions d'aide.

La dernière question dans le thème d'aide multilatérale s'oriente à la viabilité à long terme de cette aide financière, et le potentiel de dépendance qu'il crée.

Encore, tous les participants étaient critiques de cet aspect d'aide au développement, et ils ont tous dit que, oui, l'aide financière augmente la dépendance du Sénégal sur le monde, et non, il n'est pas une solution permanente. M. Thiam (A) et M. Sagne (B) ont fait les critiques directement aux donateurs qui donnent l'aide pour se bénéficier. Ils ont dit que les pays développés continuent « d'aider » les pays comme le Sénégal pour stimuler leur propres économies, pas dans l'intérêt du pays dans le besoin. M. Sarr (A), M. Mbengue (A), M. Diop (B), et M. Hanne (C) ont critiqué l'échec du gouvernement sénégalais de mettre application les politiques qui ont permis le développement, et leur habitude de prendre l'argent pour eux-mêmes.

Ça ne permet pas de prendre conscience pour se développer ; c'est trop facile. Si on prend l'argent, mis en poche, annule la dette, reprend l'argent... ça ne fait rien. Même l'annulation de la dette aide juste une petite partie. Tous doivent profiter (Mbengue).

M. Diop était aussi particulièrement emphatique que la dette de l'état ne peut pas être la dette du peuple parce qu'ils n'ont rien reçu. Cependant, il a parlé positivement de l'annulation de la dette, pour résoudre ce problème. Le reste a parlé en général de l'inefficacité de l'aide financière. En gros, tous les participants étaient assez critiques de cet aspect de l'aide multilatérale.

Elargissement/Réflexions Personnelles

Le but du thème final est à voir le niveau de connaissance du sujet par chaque participant, l'origine de cette connaissance, et comment il a formé leurs opinions sur la question de l'aide au développement. La première question de cette section a demandé seulement quelles autres formes d'aide (pas financière) ont été connues. Les réponses donneraient une idée de la compétence de chaque

participant de commenter sur le sujet d'aide au développement. Pour cette question, c'était évident que les participant ont compris bien les formes d'aide différentes afin d'avoir les opinions bien informés et précisés. Cinq hommes (M. Sow, M. Thiam, M. Sagna, M. Yade, M. Hanne ont parlé de la transfère de technologie et deux autres d'un autre forme d'enseignement ou de transfère de compétence (M. Sarr, M. Diallo). M. Sarr (A), M. Diallo (A), M. Sagna et M. Hanne (C) ont parlé des formes d'aide concrète, comme l'aide matérielle ou alimentaire. La participation aux projets sur place était discutée dans plusieurs des formes. Quelques-uns ont parlé des projets qui sont réalisés ou financées par les ONG, mais qui impliquent aussi la participation des citoyens sénégalais. Autres ont fait mention des projets qui sont réalisés exclusivement par les bénévoles étrangers. Des participants ont parlé aussi des aides moins concrètes d'origine politiques ou diplomatiques. M. Diallo (A), M. Sagne (B), et M. Yade (C) l'ont discuté par rapport aux politiques de relations commerciaux préférés, et M. Diop (B) dans le sens de soutien pour les négociations mondiales (par exemple, avec le ONU, FMI). M. Sarr, M. Diallo, M. Thiam, et M Sagna ont parlé beaucoup de l'importance de l'aide qui est envoyée par les immigrants sénégalais partout dans le monde aux leurs familles qui restent au Sénégal. Pourtant que ces listes des formes d'aides différentes ont montré la connaissance de chaque participant du sujet, les opinions qui suivent seraient encore plus révélateurs.

La deuxième question de cette section a demandé directement pour un critique des formes d'aides qui réussissent, et celles qui échouent. Evidement, tous

les participants étaient critiques des formes des aides actuelles. Tous les répondeurs sauf M. Mbengue et M. Yade ont dit directement que les aides financières de l'état échouent toujours. M. Mbengue (A) a parlé en général de l'échec des aides qui ne viennent pas de la population, et M. Yade (B) de l'échec des aides qui sont fait avec les intérêts et pas nécessairement sauf pour le bien-être des citoyens sénégalais. De plus, M. Diallo et M. Sagna a dit que les aides alimentaires sont nuisibles parce qu'ils empêchent la production agricole sénégalaise. Quand les participants ont été demandés quelles formes d'aide réussissent, ils ont donné les réponses descriptives de la façon duquel les aides devraient être réalisées. Un thème qui a été sorti plusieurs de fois était la participation des sénégalais dans leur propre développement.

Les formes d'aides qui réussissent sont les aides pragmatiques, basés sur les projets de construction par les sénégalais et accompagnés par des experts. C'est un transfère de compétence. Il faut investir au Sénégal et créer les travaux qui durent (Sarr).

En général, ils ont exprimé que les formes d'aide qui montent le peuple comment développer le Sénégal auraient plus de succès parce que c'est une solution vraiment permanente. M. Diallo (A), M. Thiam (A), M. Sow (A) et M. Mbengue (A) ont parlé spécifiquement de l'importance de l'implication de citoyens dans leurs propres projets. Ils connaissent mieux leur pays, et seraient plus responsables que l'état. M. Mbengue ont dit aussi que c'est très difficile pour les programs d'états ou les organisations de pays développés à réussir parce qu'ils emploient les idées occidentaux qui ne marche pas dans les pays africains, ou la mentalité est différente. M. Sow (A), M. Thiam (A), M. Diallo (A) et M. Diop (B) ont exprimé que

l'aide plus pertinente n'est pas une « aide » dans le sens traditionnel. C'est à mettre en place les politiques qui sont favorables à développement. En particulier, il faut permettre le Sénégal d'être vraiment autonome. Les idées dans ces réponses étaient plus comme les critères pour le succès que les exemples spécifiques. C'était évident qu'ils ont compris bien la complexité de la situation et ont hésité à donner une solution simple.

La question finale dans les entretiens abord le lien entre les réponses aux questions et les expériences personnelles des répondeurs. Quelle était l'origine des critiques, et pourquoi est-ce que les participants sont devenus critiques de l'aide au développement ? Presque tous ont parlé simplement de leurs positions comme immigrés et leurs intérêts dans la situation de leur pays. S'ils ont immigré ou sont revenus récemment, ils ont vu directement « la dégradation constant de la situation, malgré les milliards d'aide » (Sarr). Les autres suivent la situation du pays grâce à le media et leurs familles et amis qui restent là-bas. Cependant, plusieurs de répondeurs ont eu les expériences spécifiques qui ont formé leurs opinions. M. Sow ont parlé de ses expériences professionnelles ici en France.

J'ai appris cette histoire [de colonisation] à l'école et je sais que nous ne sommes pas encore complètement indépendants. Mais aussi, je vois que le system français est différent, et qu'il y a les points qui doivent changer au Sénégal. Je suis dans le monde de technologie, donc je sais que c'est vraiment le transfère de technologies- industriels, informatiques, communicatifs- qui peut développer le Sénégal.

M. Mbengue ont cité son travail avec les ONG au Sénégal ou il voyait les succès quand les citoyens participaient dans les projets. M. Thiam a parle de sa participation ici en France dans les groupes de pression de la part du Sénégal.

L'histoire de M. Hanne était très fort ; il n'est jamais allé à l'école, mais a appris à lire et écrire toute seule. Il connaît la détermination humaine, et ce qu'on peut faire avec les opportunités. Finalement, M. Sagna cite ses propres expériences comme un donateur d'aide.

Quand j'étais au Sénégal, je pensais qu'on a besoin d'aide. Mais après je suis venu ici, chaque mois, j'envoyais l'argent aux mes parents, et j'ai remarqué qu'ils sont devenus dépendant sur moi. C'est le même rapport entre le monde développé et l'Afrique. Il faut apprendre à pêcher.

Les réponses à la question denier ont montre les plusieurs des influences sur les opinions de chaque participant. C'est évident que leurs idées sont bien formées et basées sur une vraie connaissance des expériences réelles.

Interprétation

Par rapport au mon hypothèse, je n'ai pas trouvé une corrélation évidente entre un niveau d'instruction plus élevé et une évaluation plus critique de l'aide au développement. En fait, tous les participants des trois groupes d'instruction (plus que BAC, étudiant, BAC ou moins) ont donné les réponses au moins assez critiques de l'aide au développement, sans tenir compte du niveau d'instruction formelle. De plus, chaque répondeur a pris justifier bien ses idées, et a montré une connaissance fondamentale de la sujet. Les opinions et la nature des critiques varient entre les participants et c'était évident qu'ils ont été formés grâce à les expériences particulières de chaque immigrée. Pour cette raison, j'ai fait la conclusion que c'est l'éducation en général qui permet une opinion critique sur le sujet de l'aide au développement. Une éducation vient dans plusieurs de formes, duquel l'instruction

formel est seulement un. Pourtant qu'une éducation universitaire peut donner une base d'analyse académique sur n'importe quel sujet, les expériences de première main sont souvent encore plus fortes. A la fondation de mes résultats, on peut voir que l'immigration elle-même est une expérience éducationnelle dans le sens qu'il met les gens dans une position entre deux pays qui les donne une perspective unique sur le rapport entre les pays, et même avec le monde. Evidement, pour les immigrés sénégalais c'est une expérience qui leur a montré les problèmes et la complexité de l'aide au développement. Bien sûr, tous les critiques n'étaient pas pareils ; la plupart des participants dans mes entretiens ont eu même plus les expériences particulières qui ont influencé les spécificités de leurs opinions. Pour quelques-uns, c'était une expérience académique, mais pour autres c'était une expérience aussi impressionnante de travailler ou de vivre. En fait, la seule participant sans instruction formel, M. Hanne, avait un des histoires plus lié avec ses critiques. L'expérience d'immigration et les expériences personnelles des participants ont cumulé à une éducation formidable, même si ce n'est pas nécessairement une éducation formelle.

Mais comment est-ce que les expériences de chaque immigré ont formé son opinion critique de l'aide au développement ? Je vais essayer à établir un lien avec les réponses à la dernière question et les critiques qui sont sortis dans les deux premiers thèmes. M. Sarr, M. Diallo, M. Mbengue, M. Sagna et M. Diop étaient en gros, également critique du gouvernement sénégalais, et les donateurs d'aide, bilatérale (France) et multilatérale. Le thème général dans leurs réponses était la

complexité de la situation et des erreurs fait par tous les acteurs. Bien qu'ils aient tous un niveau d'instruction bien élevé, ils ont fait référence plutôt aux visites récents au Sénégal comme un facteur influent sur les réponses.

Mes expériences m'influencent négativement. Je vois que malgré l'aide au développement, l'écart entre les riches et les pauvres grandit, la pauvreté empire, et les riches prennent tous (Diallo).

Il ne faut pas avoir une instruction formelle d'être critique quand on peut voir directement les problèmes avec une situation. M. Mbengue travaillais aussi au Sénégal pour un ONG qui construisait les moto-pumps pour irrigation. Cette expérience n'était pas académique, mais il l'a permis à connaître les problèmes spécifiques qui arrivent dans les projets comme ça, et à donner un critique général de l'aide. M. Sagna a cité aussi l'expérience d'envoyer l'argent à ses parents (voyez au-dessus), qui est certainement une expérience unique à un immigré.

M. Sow, M. Thiam, et M. Yade étaient en gros plus critique des donateurs de l'aide. Le thème général dans les réponses était l'exploitation des pays sous-développés par les pays développés qui cherchent leurs propres intérêts. Les critiques de M. Sow sont venues largement de ses expériences professionnelles et académiques. Il avait l'opinion que la technologie était la clé au développement et vrai indépendance pour le Sénégal. M. Thiam et M. Yade ont parlé de l'étranglement des aides financières. Malgré les niveaux différents d'instruction, ils étaient bien informés grâce à la media et leurs connections au Sénégal.

Finalement, M. Hanne était en général plus critique de l'administration au Sénégal, mais il a fait aussi les critiques des donateurs d'aide. C'était évident que

s'éducation informel lui a donné une connaissance de l'aide au développement, et qu'il était critique grâce a ses expériences. Il a bien connu l'exploitation du Sénégal pendant la colonisation : son père était un soldat dans la seconde guerre mondial, et n'a été jamais payé. Mais aussi, il a vu la corruption des officiels, surtout les policiers, du gouvernement sénégalais. En plus, il a appris à lire toute seule. Grâce à tous ces expériences ses opinions s'orientent au potentiel des citoyens sénégalais. Il a cru que le peuple développeraient le pays s'ils étaient donné seulement l'opportunité. Je crois que ses idées ont reflété son propre détermination. Pour moi, M. Hanne était un exemple parfait de la valeur des expériences de vivre.

Commentaire Personnel

Pour moi, ce projet était parfois difficile et autrefois complètement gratifiant. C'était vraiment une expérience interculturelle ; évidemment, je ne suis pas française, ni sénégalaise. Je pense que certains participants étaient un peu perplexes par mon intérêt dans le sujet avant que je leur ai dit que j'allais étudier au Sénégal cet automne. Je crois que l'expérience m'a préparée un peu pour mon séjour au Sénégal ; j'ai rencontré plusieurs de gens qui étaient contents de me donner un gout de la culture et l'hospitalité sénégalaise. Par exemple, M. Diop a participé sans hésitation dans l'entretien et m'a donné les contacts de ses amis, même qu'il me connaissait seulement d'un court email d'introduction et d'explication du projet. Il m'a même invitée pour un repas (qui était délicieuse) après l'entretien. Je ne connais pas un américain qui offrirait son temps à une inconnue. M. Hanne a parlé avec moi au sujet de la guerre avec la Mauritanie et m'a enseigné quelques mots en

pulaar, sa propre langue, pendant nous avons bu du jus de mangue. En général, je suis encore plus enthousiaste à étudier au Sénégal grâce à les sénégalais que j'ai rencontré ici.

Cependant, ce sujet m'a permise aussi à voir une côte de la société française. Les français sont bien connus d'être critiques de leurs propres politiques, mais souvent la manifestation des problèmes comme l'aide au développement est trop loin pour se concerner, surtout pendant les périodes d'instabilité économique. Toutefois, les répondeurs de mon projet m'ont montré clairement qu'il y a un échantillon de la population qui aura toujours les intérêts du Sénégal dans son cœur. De plus, la structure de la société française permet cet échantillon d'avoir une voix. Même si la situation actuelle de l'aide au développement est loin de parfait, les choses sont en train de changer un peu, partialement grâce à les critiques de gens comme les sénégalais que j'ai rencontré ici. Par exemple, le Banque Mondial a la nouvelle initiative qui essaye à augmenter la participation des citoyens dans le développement du pays. C'est un petit changement, mais c'est toujours une avance.

Par rapport au sujet de l'aide au développement, le projet m'a donné une nouvelle perspective pour mes propres opinions. Grâce à mes études d'économie et de politique mondiale, j'avais déjà une connaissance du sujet. Je savais les problèmes de l'aide au développement, et j'étais assez critique des acteurs, surtout mon pays d'origine, les Etats Unis, qui sont sûrement impliqués dans la situation. Toutefois, cette enquête m'a permise de comprendre mieux la complexité des problèmes, et en particulier l'importance de participation des citoyens dans le

développement de leur propre pays. La façon de réaliser un projet de développement est vraiment pertinente à son succès.

Conclusion

En somme, je crois que c'est plutôt l'éducation d'expérience en général qui influence les opinions des immigrants sénégalais sur la question de l'aide au développement que l'instruction formelle exclusivement. Ces expériences, d'immigration et de vivre, les permettent de comprendre la complexité de la situation et à donner les critiques de plusieurs d'acteurs de l'aide au développement. Les résultats trouvés ici ont une vraie importance dans le cadre de politiques d'aide au développement. Les immigrants sont dans une position unique afin de faire une évaluation et c'est évident qu'ils voient plusieurs de problèmes avec les politiques actuelles des acteurs français, sénégalais, et mondiales. Il faut entendre les critiques. Nous ne pouvons pas continuer à appliquer les programmes qui ne marchent pas, ou sont même nuisible aux les gens qui nous essayons d'aider. Les politiques sont déjà en train de changer et nous devons incorporer les idées des immigrées dans les changements.

Toutefois, il faut comprendre aussi les limites de ce cadre de recherche. Par rapport au variable du départ, le niveau d'instruction, j'ai trouvé seulement un homme qui n'avait pas du tout une instruction formelle, et un autre sans une éducation universitaire. Ça limiterait mon capacité de faire une analyse complète d'opinions de cet échantillon de la population. Cependant, la qualité des entretiens rectifie quelque peu ce problème. Si on voudrait accroître la recherche à un niveau

plus profond, on pourrait parler avec plus d'immigrées sans instruction formelle, ou même ouvrir l'enquête aux plusieurs de variables. Par exemple, l'échantillon d'immigrés avec qui j'ai parlé était seulement les hommes. Je pense qu'il serait très intéressant à demander les perspectives de femmes et les comparer avec les idées d'hommes. En plus, on pourrait parler avec un échantillon de français qui ne sont pas les immigrés, mais qui a peut-être une perspective unique sur le sujet (par exemple, les économistes). De toute façon, il y a plusieurs de pistes intéressants et il faut continuer la recherche.

Annexe

Le questionnaire

Thème I : L'aide bilatérale, France-Sénégal

1. Est-ce que vous croyez que la France a une obligation particulière au Sénégal à cause de ses anciennes relations coloniales ?
2. A votre avis, est-ce que la quantité d'aide financière suffit ?
3. Est-ce que vous croyez que l'aide financière du développement (des prêts, annulation de la dette) augmente la dépendance du Sénégal sur la France ?

Thème II : L'aide multilatérale, Monde-Sénégal

4. Est-ce que vous croyez que le monde développé a l'obligation d'aider le Sénégal ou les autres pays moins développés ?
5. A votre avis, est-ce que cette aide devrait être sans conditions ?
6. Est-ce que vous croyez que l'aide financière du développement (des emprunts, annulation de la dette) augmente la dépendance du Sénégal sur le monde développé ? Est-ce que c'est une solution permanente ?

Thème III : Elargissement/expériences personnelles

7. Est-ce que vous connaissez des formes d'aides différents ?
8. Pour vous, quelles sont les formes d'aide qui réussissent et celles qui échouent ?
9. Comment est-ce que vos expériences personnelles au Sénégal et en France influencent vos opinions sur le sujet ?

Les Références

- "L'AFD et le Sénégal." Agence Française de Développement. 2009. AFD. 29 Apr. 2009 <<http://www.afd.fr/jahia/Jahia/lang/en/home/Qui-Sommes-Nous/Filiales-et-reseau/reseau/Senegal>>.
- Diallo, Mussa. Entretien Personnel. 22 avril 2009.
- Diop, Ousmane. Entretien Personnel. 22 avril 2009.
- Hanne, Malick. Entretien Personnel. 27 avril 2009.
- Mbengue, Oumar. Entretien Personnel. 28 avril 2009.
- "Qu'est ce que la Zone franc?" Banque de France. 2004. Banque de France. 27 Avr. 2009 <<http://www.banque-france.fr/fr/eurosys/zonefr/page1.htm>>.
- Sagna, Pierre Bouba. Entretien Personnel. 28 avril 2009.
- Sarr, Dominique. Entretien Personnel. 14 avril 2009.
- "Sénégal - Fiche-Pays." Banque Mondial. 2009. Le Groupe Banque Mondial. 29 Apr. 2009 <<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/PAYSEXTN/AFRICAINFRENCHEXT/SENEGALINFRENCHEXTN/0,,contentMDK:20259319~pagePK:1497618~piPK:217854~theSitePK:461478,00.html>>.
- "Sénégal." France Diplomatie. 30 Mar. 2009. République Française. 28 Apr. 2009 <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/senegal_355/index.html>.
- Sow, Samba. Entretien Personnel. 21 avril 2009.
- Thiam, Iba Der, and Mbaye Gueye. "Histoire du Sénégal." République du Sénégal. 2000. Gouvernement du Senegal. 27 Apr. 2009 <<http://www.gouv.sn/senegal/histoire.html>>.
- Thiam, Moustapha. Entretien Personnel. 19 avril 2009.
- Yade, Abdoulayo. Entretien Personnel. 25 avril 2009.